

## Introduction

*N. Bartiaux-Thill, chef de Département, Centre wallon de Recherches agronomiques de Gembloux (CRA-W) – Département Productions et Nutrition animales*

L'Union européenne (UE) doit faire face à des défis énergétiques sans précédent. Cette situation s'explique par la dépendance accrue de l'UE vis-à-vis des importations d'énergie, ainsi que par les inquiétudes relatives à l'approvisionnement en combustibles fossiles et aux effets du changement climatique.

Néanmoins, l'Europe continue à gaspiller au moins un cinquième de son énergie, par simple manque d'efficacité. Or, renforcer l'efficacité énergétique c'est contribuer également à renforcer la compétitivité économique. Et, cette dernière a été mise à mal au cours des 2 dernières années puisque divers secteurs ont subi de plein fouet les augmentations du prix de l'énergie.

Par rapport à la moyenne des prix des années 2004 à 2006, le prix de l'énergie a véritablement explosé : le prix du gasoil de chauffage, en mars 2008, est de 80,4% supérieur, celui du fuel a augmenté de 99,3% et celui du propane de 54,8%.

On peut se poser la question de l'impact de ces hausses sur les coûts de production en élevages porcin et avicole. Ces deux secteurs subissent, en effet, une nouvelle crise de rentabilité, dont les causes sont parfaitement identifiées car en cette période, trois éléments capitaux sont défavorables aux producteurs : le prix des animaux, le prix des aliments et le prix de l'énergie.

L'énergie directe, c.-à-d. celle consommée directement dans les bâtiments d'élevage représente environ 2,2% du coût total de production en porc (source IFIP) et de l'ordre de 2% en poulet standard comme en poulet label (source ITAVI).

Cela paraît peu important. Toutefois, comme le souligne une étude de l'ITAVI, si l'on compare la valeur du poste « énergie » à un total de charges hors coût d'aliment et du poussin, la rémunération de l'éleveur comprise, les choses apparaissent différemment. La part du poste énergie s'accroît nettement, 6% en poulet label, 9% en poulet standard, cela veut dire, que c'est un peu moins de la moitié de la rémunération de l'éleveur qui serait amputée par la hausse du coût du chauffage.

Sous cet angle de vue, la maîtrise des coûts énergétiques apparaît donc comme un véritable enjeu à l'échelle de l'élevage, et de fait redevient aussi un enjeu de filière.

Cet enjeu est économique et écologique.

### Economique tout d'abord

En production porcine, en 2007, le coût de revient moyen annuel est supérieur au prix de vente moyen. Le coût de revient de fin d'année, sans doute parmi les plus hauts historiques, présente un différentiel impressionnant avec le prix du marché, environ 40 cents/kg.

Ainsi, au SPACE (septembre 2008) M. Picart, Président de la Société « Cochon de Bretagne », précisait que sur les 18 derniers mois, le prix du porc n'a atteint le seuil de rentabilité que durant 2 mois. En poulet de chair standard, en 2007, sur un prix de reprise du kilo de 0,85 €, il restait 6 à 8 cents pour couvrir les prix de remboursement du bâtiment et la main-d'œuvre.

Bref, on l'aura compris, en production porcine comme en production avicole, la rentabilité passe désormais davantage par une réduction des coûts que par une plus grande productivité.

### Ecologique ensuite

- En région wallonne, les émissions de gaz à effet de serre (GES) attribués au secteur agricole sont de l'ordre de 9,5% du total des émissions ; elles sont majoritairement imputables au secteur bovin. Les secteurs porcins et volaille y contribuent respectivement à 0,15% et 0,07%.

En matière de gaz acidifiants, dont le principal est l'ammoniac, plus de 90% des émissions proviennent des pratiques agricoles (provenant du stockage et de l'épandage des effluents d'élevage, fumier, lisier et de l'épandage des engrais azotés et de leurs transformations dans les sols). Le secteur porcine est responsable de 2,31% des émissions totales de gaz acidifiants en région wallonne.

Même si les productions porcine et avicole représentent un secteur régional limité en ce qui concerne les émissions de GES et de gaz acidifiants, il est certain que des mesures permettant de réduire ces émissions tout en maintenant la viabilité des outils, peuvent être envisagées afin de contribuer aux efforts communautaires.

- Par ailleurs, en ce qui concerne le « Plan d'action communautaire pour l'efficacité énergétique », parmi les dix actions prioritaires définies on peut épingler :

- a) Performances énergétiques des bâtiments
- b) Utilisation cohérente de la fiscalité

Et dans les mesures prévues on peut lire :

- a) Soutenir les engagements volontaires visant à réaliser des économies d'énergie
- b) Réviser la directive sur la fiscalité de l'énergie afin d'intégrer davantage les considérations relatives à l'efficacité énergétique et les aspects environnementaux.

Compte tenu de tous les éléments ci-dessus, nous pouvons donc nous poser diverses questions concernant la rationalisation de la consommation énergétique des bâtiments d'élevage et le potentiel de diversification énergétique des productions avicoles et porcines. Ces interrogations ont été le fil conducteur de l'organisation de cette journée et du choix des intervenants.

La première interrogation concerne l'évaluation (analyse des pratiques et consommations d'énergie poste par poste) et la répartition des charges énergétiques selon le type de production et d'infrastructure et la manière de les réduire en identifiant les actions à mettre en œuvre (interventions de Messieurs Marcon M., IFIP, France, Chevalier D., groupe LDL, France et de De Mey M., Société TRIECO).

En second lieu, il convient d'analyser les pistes de substitution notamment par des énergies renouvelables. Et à ce niveau, il faut se rappeler que le fumier et le lisier sont des sources potentielles d'énergie. Et, donc des procédés tels la méthanisation et la combustion des effluents ont le double intérêt de produire une énergie verte et de résorber des excédents (exposés de Messieurs Vliegen F., Chevalier D. et Schillings M.)

Outre la méthanisation et la combustion des effluents, d'autres pistes de substitution existent : telles notamment l'énergie photovoltaïque et les échangeurs thermiques (exposés de Messieurs Walhin X. et Royen L).

Par ailleurs, même si nos producteurs ont beaucoup d'idées, force est de constater, qu'il n'est pas toujours aisé de les mettre en pratique, comme le soulignait Mr Schillings dans une récente édition du périodique de la Filière Avicole et Cunicole Wallonne.

En Belgique, il est parfois impossible d'obtenir certaines informations, certains conseils et l'équipement nécessaires ; c'est pourquoi, les organisateurs ont fait appel aux facilitateurs de la région wallonne, Monsieur Hermand Ph. pour la biométhanisation et Monsieur Walhin X. pour l'énergie solaire et le photovoltaïque.

Et puis, n'oublions pas que certaines mesures incitatives et des aides financières existent, pour développer les énergies alternatives et les économies d'énergie comme nous le précisera Monsieur J.P. Clérin (DGO3).

Le monde agricole a certainement une place à prendre en qualité de producteur d'énergie. Mais pour cette diversification, l'entrepreneur a besoin d'un cadre juridique stable et donc d'un statut qui ne change pas au gré des instances gouvernementales, régionales et européennes.

Au nom du Comité organisateur, je tiens à remercier tous les orateurs de cette journée, experts et témoins privilégiés, pour leurs précieuses collaborations.

Je souhaite également joindre à ces remerciements les présidents de séance : Monsieur Ch. Debouche, Professeur à la Faculté universitaire de Gembloux et premier président de la Filière Porcine Wallonne, ainsi que Monsieur D. Chevalier, du groupe LDC, France.

Et enfin, un merci tout particulier aux personnels de la FPW, de la FACW et du CRA-W (Service Communication) qui ont contribué à l'organisation de cette journée.